

Bruxelles, le 8 juin 2017  
(OR. en)

10043/17

---

**Dossiers interinstitutionnels:**  
**2016/0370 (CNS)**  
**2016/0372 (NLE)**

---

**FISC 130**  
**ECOFIN 504**  
**UD 145**

**NOTE**

---

Origine:	la présidence
Destinataire:	Comité des représentants permanents/Conseil
N° doc. Cion:	14820/16 FISC 207 ECOFIN 1111 IA 126 14821/16 FISC 208 ECOFIN 1112 IA 127
Objet:	<ul style="list-style-type: none"><li>– Proposition de directive du Conseil modifiant la directive 2006/112/CE et la directive 2009/132/CE en ce qui concerne certaines obligations en matière de taxe sur la valeur ajoutée applicables aux prestations de services et aux ventes à distance de biens</li><li>– Proposition de règlement d'exécution du Conseil modifiant le règlement d'exécution (UE) n° 282/2011 portant mesures d'exécution de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée</li></ul> <p>= Compromis de la présidence</p>

---

Les délégations trouveront en annexe la version la plus récente du texte de compromis de la présidence concernant les propositions de la Commission visées en objet.

Proposition de

**DIRECTIVE DU CONSEIL**

**modifiant la directive 2006/112/CE et la directive 2009/132/CE en ce qui concerne certaines obligations en matière de taxe sur la valeur ajoutée applicables aux prestations de services et aux ventes à distance de biens**

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 113,

vu la proposition de la Commission européenne,

après transmission du projet d'acte législatif aux parlements nationaux,

vu l'avis du Parlement européen<sup>1</sup>,

vu l'avis du Comité économique et social européen<sup>2</sup>,

statuant conformément à une procédure législative spéciale,

---

<sup>1</sup> JO C du , p. .

<sup>2</sup> JO C du , p. .

considérant ce qui suit:

- (1) La directive 2006/112/CE du Conseil<sup>3</sup> prévoit des régimes particuliers pour l'imposition de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) aux assujettis non établis qui fournissent des services de télécommunication, de radiodiffusion et de télévision ou des services fournis par voie électronique à des personnes non assujetties.
- (2) La directive 2009/132/CE du Conseil<sup>4</sup> prévoit une exonération de la TVA des importations des petits envois d'une valeur négligeable.
- (3) L'évaluation de ces régimes particuliers tels qu'ils ont été introduits le 1<sup>er</sup> janvier 2015 a permis de recenser plusieurs domaines pouvant faire l'objet d'améliorations. Premièrement, il y a lieu d'alléger la charge qui pèse sur les microentreprises établies dans un État membre fournissant occasionnellement ce type de services dans d'autres États membres et qui découle du respect des obligations en matière de TVA dans des États membres autres que leur État membre d'établissement. Il convient dès lors d'introduire un seuil au niveau communautaire jusqu'auquel ces opérations restent soumises à la TVA dans leur État membre d'établissement. Deuxièmement, la condition du respect des obligations en matière de facturation et de tenue de registres de tous les États membres destinataires des livraisons de biens ou prestations de services est très contraignante. Par conséquent, afin de réduire au minimum les charges pesant sur les entreprises, les règles relatives à la facturation devraient être celles applicables dans l'État membre d'identification du fournisseur ou du prestataire se prévalant des régimes particuliers. Troisièmement, les assujettis non établis dans la Communauté mais enregistrés aux fins de la TVA dans un État membre (par exemple, parce qu'ils effectuent occasionnellement des opérations soumises à la TVA dans cet État membre) ne peuvent utiliser ni le régime particulier applicable aux assujettis non établis sur le territoire de la Communauté, ni le régime particulier applicable aux assujettis établis sur le territoire de la Communauté. En conséquence, il est proposé que ces assujettis soient autorisés à utiliser le régime particulier applicable aux assujettis non établis sur le territoire de la Communauté.

---

<sup>3</sup> Directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée (JO L 347 du 11.12.2006, p. 1).

<sup>4</sup> Directive 2009/132/CE du Conseil du 19 octobre 2009 déterminant le champ d'application de l'article 143, points b) et c), de la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée de certaines importations définitives de biens (JO L 292 du 10.11.2009, p. 5).

- (4) En outre, l'évaluation des régimes particuliers d'imposition des services de télécommunication, de radiodiffusion et de télévision ou des services fournis par voie électronique introduits le 1<sup>er</sup> janvier 2015 a révélé que l'obligation de présenter la déclaration de TVA dans les vingt jours qui suivent l'expiration de la période imposable couverte par la déclaration est assortie d'un délai trop bref, en particulier pour les prestations effectuées par l'intermédiaire d'un réseau de télécommunication, une interface ou un portail, lorsque les services fournis par l'intermédiaire dudit réseau, de ladite interface ou dudit portail sont présumés être fournis par l'opérateur du réseau, de l'interface ou du portail, qui est tenu de recueillir auprès de chacun des prestataires de services les informations nécessaires pour remplir la déclaration de TVA. Il est également ressorti de l'évaluation que l'obligation d'apporter des corrections dans la déclaration de TVA de la période imposable concernée est très contraignante pour les assujettis, car ils peuvent être obligés de présenter à plusieurs reprises certaines déclarations de TVA chaque trimestre. Par conséquent, le délai de transmission de la déclaration de TVA devrait passer de vingt à trente jours à compter de l'expiration de la période imposable et les assujettis devraient être autorisés à rectifier les déclarations de TVA précédentes dans une déclaration ultérieure au lieu de le faire dans les déclarations pour les périodes imposables auxquelles les corrections se rapportent.
- (5) Afin d'éviter que les assujettis qui fournissent des services autres que des services de télécommunication, de radiodiffusion et de télévision ou des services fournis par voie électronique à des personnes non assujetties ne doivent être identifiés aux fins de la TVA dans chacun des États membres où ces services sont soumis à la TVA, les États membres devraient autoriser les assujettis qui fournissent ce type de services à utiliser le système informatique pour l'enregistrement ainsi que pour la déclaration et le paiement de la TVA en leur permettant de déclarer et de payer la TVA sur ces services dans un seul État membre.
- (6) Afin de préciser le champ d'application des dispositions relatives aux situations dans lesquelles des biens sont achetés et ensuite fournis à un acquéreur subséquent, il convient de faire référence aux nouveaux moyens d'interaction électronique via lesquels des transactions sont conclues en vue de tenir compte des progrès technologiques.

- (7) La réalisation du marché intérieur, la mondialisation et les mutations technologiques ont conduit à une croissance exponentielle du commerce électronique et, partant, des ventes à distance de biens, qui concernent tous deux des opérations d'un État membre vers un autre ou de territoires tiers ou pays tiers vers la Communauté. Il convient d'adapter les dispositions pertinentes des directives 2006/112/CE et 2009/132/CE à cette évolution, en tenant compte du principe de l'imposition au lieu de destination et de la nécessité de protéger les recettes fiscales des États membres, afin de créer des conditions de concurrence équitables pour les entreprises concernées et de réduire au minimum les charges qu'elles supportent. Le régime particulier applicable aux services de télécommunication, de radiodiffusion et de télévision ou aux services électroniques fournis par des assujettis établis sur le territoire de la Communauté mais non dans l'État membre de consommation devrait donc être étendu aux ventes à distance intracommunautaires de biens et un régime particulier similaire devrait être instauré pour les ventes à distance de biens importés de territoires tiers ou de pays tiers.
- (8) Afin de réduire la charge pesant sur les entreprises qui se prévalent du régime particulier applicable aux ventes à distance intracommunautaires de biens, il convient de supprimer l'obligation d'émettre une facture pour ce type de ventes. Pour assurer une certaine sécurité juridique à ces entreprises, les règles relatives au lieu de ces livraisons de biens devraient mentionner clairement qu'elles s'appliquent aussi lorsque les biens sont transportés ou expédiés indirectement pour le compte du fournisseur ou lorsque le fournisseur intervient indirectement dans le transport ou l'expédition des biens.
- (9) Il y a lieu de limiter la portée du régime particulier applicable aux ventes à distance de biens importés de territoires tiers ou de pays tiers aux ventes de biens d'une valeur intrinsèque ne dépassant pas 150 EUR, seuil à partir duquel une déclaration en douane complète est requise à des fins douanières lors de l'importation. Afin d'éviter la double imposition, il convient d'introduire une exonération de la taxe sur la valeur ajoutée lors de l'importation des biens déclarés au titre de ce régime particulier. En outre, pour empêcher toute distorsion de concurrence entre les fournisseurs et prestataires à l'intérieur et à l'extérieur de la Communauté et pour éviter des pertes de recettes fiscales, il est nécessaire de supprimer l'exonération pour les importations de biens contenus dans des petits envois de valeur négligeable prévue dans la directive 2009/132/CE.

- (10) Un assujetti se prévalant du régime particulier applicable aux ventes à distance de biens importés de territoires tiers ou de pays tiers devrait être autorisé à désigner un intermédiaire établi dans la Communauté en tant que redevable de la TVA et pour l'accomplissement des obligations prévues dans le régime particulier en son nom et pour son compte.
- (11) Afin de protéger les recettes fiscales des États membres, un assujetti non établi dans la Communauté qui se prévaut de ce régime particulier devrait être tenu de désigner un intermédiaire. Toutefois, cette obligation ne devrait pas s'appliquer s'il est établi dans un pays avec lequel l'Union a conclu un accord en matière d'assistance mutuelle. Ces autorisations devraient être subordonnées au respect d'une liste stricte de critères bien définis.
- (12) Afin d'assurer des conditions uniformes d'exécution de la présente directive en ce qui concerne l'établissement de la liste des pays tiers avec lesquels l'Union a conclu un accord en matière d'assistance mutuelle ayant une portée similaire à la directive 2008/55/CE du Conseil<sup>5</sup> et au règlement (UE) n° 904/2010 du Conseil<sup>6</sup>, il convient de conférer des compétences d'exécution à la Commission. Ces compétences devraient être exercées en conformité avec le règlement (UE) n° 182/2011 du Parlement européen et du Conseil<sup>7</sup>. L'établissement de la liste des pays tiers étant directement liée à la coopération administrative dans le domaine de la taxe sur la valeur ajoutée, il est approprié que la Commission soit assistée par le comité permanent de la coopération administrative, institué à l'article 58 du règlement (UE) n° 904/2010.

---

<sup>5</sup> Directive 2008/55/CE du Conseil du 26 mai 2008 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives à certaines cotisations, à certains droits, à certaines taxes et autres mesures (JO L 150 du 10.6.2008, p. 28).

<sup>6</sup> Règlement (UE) n° 904/2010 du Conseil du 7 octobre 2010 concernant la coopération administrative et la lutte contre la fraude dans le domaine de la taxe sur la valeur ajoutée (JO L 268 du 12.10.2010, p. 10).

<sup>7</sup> Règlement (UE) n° 182/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 établissant les règles et principes généraux relatifs aux modalités de contrôle par les États membres de l'exercice des compétences d'exécution par la Commission (JO L 55 du 28.2.2011, p. 13).

- (13) À la suite de la croissance exponentielle du commerce électronique et de l'augmentation qui en résulte du nombre de petits envois d'une valeur intrinsèque ne dépassant pas 150 EUR importés dans la Communauté, les États membres devraient systématiquement autoriser le recours au régime particulier pour la déclaration et le paiement de la TVA à l'importation. Ce régime peut être appliqué lorsque le régime particulier applicable aux ventes à distance de biens importés de territoires tiers ou de pays tiers n'est pas utilisé et que le consommateur final n'a pas opté pour la procédure d'importation normale afin de pouvoir bénéficier d'un taux réduit de TVA.
- (14) La date d'application des dispositions de la présente directive tient compte, le cas échéant, du temps nécessaire pour mettre en place les mesures requises pour la mise en œuvre de la présente directive et pour permettre aux États membres d'adapter leurs systèmes informatiques pour l'enregistrement ainsi que pour la déclaration et le paiement de la TVA.
- (15) Étant donné que les objectifs de la présente directive, notamment la simplification des obligations en matière de TVA, ne peuvent pas être atteints de manière suffisante par les États membres et peuvent donc l'être mieux au niveau de l'Union, celle-ci peut prendre des mesures, conformément au principe de subsidiarité consacré à l'article 5 du traité sur l'Union européenne. Conformément au principe de proportionnalité tel qu'énoncé audit article, la présente directive n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre ces objectifs.
- (16) Conformément à la déclaration politique commune des États membres et de la Commission du 28 septembre 2011 sur les documents explicatifs<sup>8</sup>, les États membres se sont engagés à joindre à la notification de leurs mesures de transposition, dans les cas où cela se justifie, un ou plusieurs documents expliquant le lien entre les éléments d'une directive et les parties correspondantes des instruments nationaux de transposition. En ce qui concerne la présente directive, le législateur estime que la transmission de ces documents est justifiée.
- (17) Il y a dès lors lieu de modifier les directives 2006/112/CE et 2009/132/CE en conséquence,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE:

---

<sup>8</sup> JO C 369 du 17.12.2011, p. 14.

*Article premier*

*Modifications apportées à la directive 2006/112/CE avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2018*

Avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2018, la directive 2006/112/CE est modifiée comme suit:

- 1) L'article 58 est remplacé par le texte suivant:

*"Article 58*

1. Le lieu des prestations de services ci-après fournies à une personne non assujettie est le lieu où cette personne est établie ou a son domicile ou sa résidence habituelle:
  - a) les services de télécommunication;
  - b) les services de radiodiffusion et de télévision;
  - c) les services fournis par voie électronique, notamment ceux visés à l'annexe II.

Lorsque le prestataire de services et le preneur communiquent par courrier électronique, cela ne signifie pas en soi que le service est un service fourni par voie électronique.

2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas lorsque les conditions ci-après sont remplies:
  - a) le prestataire est établi ou, en l'absence d'établissement, a son domicile ou sa résidence habituelle dans un seul État membre; et
  - b) les services sont fournis à des preneurs situés dans tout État membre autre que l'État membre visé au point a); et
  - c) la valeur totale, hors TVA, de ce type de prestations ne dépasse pas, au cours de l'année civile en cours, 10 000 EUR, ou sa contre-valeur en monnaie nationale, et n'a pas dépassé ce seuil au cours de l'année civile précédente.

3. Lorsque, au cours d'une année civile, le seuil visé au paragraphe 2, point c), est dépassé, le paragraphe 1 s'applique à compter de ce moment.
  4. L'État membre sur le territoire duquel les prestataires visés au paragraphe 2 sont établis ou, en l'absence d'établissement, ont leur domicile ou leur résidence habituelle, accorde à ces prestataires le droit d'opter pour que le lieu de ces prestations soit déterminé conformément au paragraphe 1, option qui, en tout état de cause, couvre une période de deux années civiles.
  5. Les États membres prennent les mesures appropriées pour contrôler le respect par l'assujetti des conditions visées aux paragraphes 2 à 4.
  6. La contre-valeur en monnaie nationale du montant mentionné au paragraphe 2, point c), est calculée par application du taux de change publié par la Banque centrale européenne à la date d'adoption de la présente directive."
- 2) L'article 219 *bis* est remplacé par le texte suivant:

*"Article 219 bis*

1. La facturation est soumise aux règles applicables dans l'État membre dans lequel la livraison de biens ou la prestation de services est réputée être effectuée conformément aux dispositions du titre V.
2. Par dérogation au paragraphe 1, la facturation est soumise aux règles suivantes:
  - a) les règles applicables dans l'État membre dans lequel le fournisseur ou le prestataire a établi le siège de son activité économique ou dispose d'un établissement stable à partir duquel la livraison ou la prestation est effectuée, ou, en l'absence d'un tel siège ou d'un tel établissement stable, dans l'État membre dans lequel le fournisseur ou le prestataire a son domicile ou sa résidence habituelle, lorsque:

- i) le fournisseur ou le prestataire n'est pas établi dans l'État membre dans lequel la livraison de biens ou la prestation de services est réputée être effectuée conformément aux dispositions du titre V, ou son établissement dans ledit État membre ne participe pas à la livraison ou prestation au sens de l'article 192 *bis*, point b), et le redevable de la TVA est le destinataire de la livraison de biens ou de la prestation de services;
  - ii) la livraison de biens ou la prestation de services est réputée ne pas être effectuée dans la Communauté, conformément aux dispositions du titre V;
- b) les règles applicables dans l'État membre dans lequel le fournisseur ou le prestataire se prévalant de l'un des régimes particuliers prévus au titre XII, chapitre 6, est identifié.

Lorsque le fournisseur ou le prestataire n'est pas établi dans l'État membre dans lequel la livraison de biens ou la prestation de services est réputée être effectuée et que l'acquéreur ou le preneur émet la facture (autofacturation) ou lorsqu'il n'est pas fait usage des régimes particuliers prévus au titre XII, chapitre 6, le paragraphe 1 s'applique.

3. Les paragraphes 1 et 2 du présent article s'appliquent sans préjudice des articles 244 à 248."

3) À l'article 358 *bis*, le point 1) est remplacé par le texte suivant:

"1) "assujetti non établi sur le territoire de la Communauté" un assujetti qui n'a pas établi le siège de son activité économique sur le territoire de la Communauté et n'y dispose pas d'un établissement stable;"

4) À l'article 361, paragraphe 1, le point e) est remplacé par le texte suivant:

"e) une déclaration indiquant qu'il n'a pas établi le siège de son activité économique sur le territoire de la Communauté et qu'il n'y dispose pas d'un établissement stable."

## Article 2

### *Modifications apportées à la directive 2006/112/CE avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2021*

Avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2021, la directive 2006/112/CE est modifiée comme suit:

1) Un nouvel article 14 *bis* est ajouté:

- "1. Lorsqu'un assujetti facilite, par l'utilisation d'interfaces électroniques telles que les places de marché, les plateformes, les portails et les outils similaires, les ventes à distance de biens importés de territoires tiers ou de pays tiers contenus dans des envois d'une valeur intrinsèque ne dépassant pas 150 EUR, cet assujetti est réputé avoir reçu ces biens et les avoir ultérieurement livrés lui-même dans le cadre de ventes à distance de biens importés de territoires tiers ou de pays tiers.
2. Lorsqu'un assujetti fournit des installations d'entreposage, avec ou sans livraison ou réexpédition, pour les ventes à distance de biens visées à l'article 33, paragraphe 1, et que ces biens ne sont pas fournis grâce à l'utilisation d'interfaces électroniques telles que les places de marché, les plateformes, les portails et les outils similaires, cet assujetti est réputé avoir reçu ces biens et les avoir ultérieurement livrés lui-même dans le cadre de ventes à distance de biens."

2) L'article 33 est modifié comme suit:

a) au paragraphe 1, les termes introductifs sont remplacés par le texte suivant:

"Par dérogation à l'article 32, le lieu d'une livraison de biens expédiés ou transportés par le fournisseur ou pour son compte, ou de biens dans le transport ou l'expédition desquels le fournisseur intervient indirectement, à partir d'un État membre autre que celui d'arrivée de l'expédition ou du transport est réputé se situer à l'endroit où les biens se trouvent au moment de l'arrivée de l'expédition ou du transport à destination de l'acquéreur, lorsque les conditions ci-après sont réunies:";

b) au paragraphe 2, l'alinéa ci-après est ajouté:

"Lorsque les biens sont expédiés ou transportés à partir d'un territoire tiers ou d'un pays tiers et importés par le fournisseur, ou par l'intermédiaire agissant pour son compte, dans l'État membre d'arrivée de l'expédition ou du transport, les biens sont réputés avoir été livrés dans cet État membre, dès lors que la TVA sur ces biens est déclarée au titre du régime particulier prévu au titre XII, chapitre 6, section 4."

3) L'article 34 est supprimé.

4) L'article 35 est remplacé par le texte suivant:

*"Article 35*

Les dispositions de l'article 33 ne s'appliquent pas aux livraisons de biens d'occasion, d'objets d'art, de collection ou d'antiquité tels que définis à l'article 311, paragraphe 1, points 1) à 4), ni aux livraisons de moyens de transport d'occasion tels que définis à l'article 327, paragraphe 3, soumises à la TVA conformément aux régimes particuliers applicables dans ces domaines."

5) À l'article 58, les paragraphes 2 à 6 sont supprimés.

6) Au titre V, il est inséré un chapitre 3 *bis* rédigé comme suit:

**"CHAPITRE 3 *bis***

**Seuil applicable aux assujettis qui effectuent des livraisons de biens couvertes par l'article 33, paragraphe 1, et des prestations de services couvertes par l'article 58**

*Article 59 quater*

1. L'article 33, paragraphe 1, et l'article 58 ne s'appliquent pas lorsque les conditions ci-après sont remplies:
  - a) le prestataire est établi ou, en l'absence d'établissement, a son domicile ou sa résidence habituelle dans un seul État membre; et
  - b) le preneur des services fournis ou l'acquéreur des biens expédiés ou transportés est situé dans tout État membre autre que l'État membre visé au point a); et
  - c) la valeur totale, hors TVA, des livraisons ou prestations couvertes par les présentes dispositions ne dépasse pas, au cours de l'année civile en cours, 10 000 EUR, ou sa contre-valeur en monnaie nationale, et n'a pas dépassé ce seuil au cours de l'année civile précédente.
2. Lorsque, au cours d'une année civile, le seuil visé au paragraphe 1, point c), est dépassé, l'article 33, paragraphe 1, et l'article 58 s'appliquent à compter de ce moment.
3. L'État membre sur le territoire duquel les biens se trouvent au moment du départ de l'expédition ou du transport ou dans lequel les assujettis fournissant des services de télécommunication, de radiodiffusion et de télévision et des services fournis par voie électronique sont établis accorde aux assujettis qui effectuent des livraisons de biens ou des prestations de services susceptibles de bénéficier des dispositions du paragraphe 1 le droit d'opter pour que le lieu de ces livraisons et prestations soit déterminé conformément à l'article 33, paragraphe 1, et à l'article 58, option qui, en tout état de cause, couvre une période de deux années civiles.

4. Les États membres prennent les mesures appropriées pour contrôler le respect par l'assujetti des conditions visées aux paragraphes 1 à 3.
5. La contre-valeur en monnaie nationale du montant mentionné au paragraphe 1, point c), est calculée par application du taux de change publié par la Banque centrale européenne à la date d'adoption de la présente directive."
- 7) À l'article 143, paragraphe 1, le point c *bis*) ci-après est inséré:

"c *bis*) les importations de biens pour lesquelles la TVA est déclarée au titre du régime particulier prévu au titre XII, chapitre 6, section 4, et pour lesquelles au plus tard au moment du dépôt de la déclaration d'importation, le numéro d'identification TVA du fournisseur ou de l'intermédiaire agissant pour son compte attribué au titre de l'article 369 *octodecies* a été fourni au bureau de douane compétent de l'État membre d'importation;"

- 8) À l'article 178, le point g) ci-après est ajouté:

"g) lorsqu'il est tenu d'acquitter la taxe en tant que preneur ou acquéreur en cas d'application du titre XII, chapitre 6, section 4, détenir une facture ou un document en tenant lieu délivré par l'assujetti qui se prévaut du régime particulier, ou, le cas échéant, son intermédiaire, indiquant clairement la TVA payée et le numéro d'identification TVA attribué au titre de l'article 369 *octodecies*."

- 9) À l'article 220, paragraphe 1, le point 2) est remplacé par le texte suivant:

"2) pour les livraisons de biens visées à l'article 33, sauf lorsqu'un assujetti se prévaut des régimes particuliers prévus au titre XII, chapitre 6, section 3;"

- 9 *bis*) À l'article 207, le premier alinéa est remplacé par le texte suivant:

"Les États membres prennent les mesures nécessaires pour que les personnes qui, conformément aux articles 194 à 197, aux articles 199 et 204 et à l'article 369 *terdecies*, point 3), sont considérées comme redevables de la taxe à la place d'un assujetti non établi sur leur territoire respectif remplissent les obligations de paiement prévues par la présente section."

10) Au titre XII, l'intitulé du chapitre 6 est remplacé par le texte suivant:

**"Régimes particuliers applicables aux assujettis non établis qui fournissent des services ou qui effectuent des ventes à distance de biens à des personnes non assujetties".**

11) L'article 358 est modifié comme suit:

a) les points 1), 2) et 3) sont supprimés;

b) le point 3 *bis*) ci-après est inséré:

"3 *bis*) "ventes à distance de biens" les ventes de biens dont le lieu de livraison est régi par l'article 33, paragraphe 1, et de biens contenus dans des envois d'une valeur intrinsèque ne dépassant pas 150 EUR dont le lieu de livraison est régi par l'article 33, paragraphe 2;"

12) L'intitulé de la section 2 est remplacé par le texte suivant:

***"Régime particulier applicable aux services fournis par des assujettis non établis sur le territoire de la Communauté".***

13) À l'article 358 *bis*, le point 3) ci-après est ajouté:

"3) "État membre de consommation" l'État membre dans lequel la prestation des services est réputée avoir lieu conformément au titre V, chapitre 3;"

14) L'article 359 est remplacé par le texte suivant:

*"Article 359*

Les États membres autorisent à se prévaloir du présent régime particulier tout assujetti non établi sur le territoire de la Communauté qui fournit des services à une personne non assujettie qui est établie dans un État membre, ou y a son domicile ou sa résidence habituelle. Ce régime est applicable à tous les services ainsi fournis dans la Communauté."

15) À l'article 363, le point a) est remplacé par le texte suivant:

"a) si celui-ci l'informe qu'il ne fournit plus de services couverts par le présent régime particulier;"

16) Les articles 364 et 365 sont remplacés par le texte suivant:

*"Article 364*

Pour chaque trimestre civil, l'assujetti non établi sur le territoire de la Communauté se prévalant du présent régime particulier transmet, par voie électronique, une déclaration de TVA à l'État membre d'identification, que des services couverts par le présent régime particulier aient été fournis ou non. La déclaration de TVA est transmise dans les trente jours qui suivent l'expiration de la période imposable visée par cette déclaration.

*Article 365*

La déclaration de TVA comporte le numéro d'identification TVA et, pour chaque État membre de consommation dans lequel la TVA est due, la valeur totale, hors TVA, des prestations de services couvertes par le présent régime particulier effectuées pendant la période imposable, ainsi que le montant total de la taxe correspondante ventilé par taux d'imposition. Les taux de TVA applicables et le montant total de la taxe due doivent également figurer sur la déclaration.

Lorsqu'il est nécessaire d'apporter des modifications à la déclaration de TVA après la transmission de celle-ci, ces modifications sont incluses dans une déclaration ultérieure, au plus tard dans un délai de trois ans à compter de la date à laquelle la déclaration initiale devait être transmise conformément à l'article 364. Cette déclaration de TVA ultérieure précise l'État membre de consommation concerné, la période imposable et le montant de TVA pour lequel des modifications sont nécessaires."

17) L'article 368 est remplacé par le texte suivant:

*"Article 368*

L'assujetti non établi sur le territoire de la Communauté qui se prévaut du présent régime particulier ne déduit aucun montant de TVA au titre de l'article 168 de la présente directive. Nonobstant l'article 1<sup>er</sup>, point 1), de la directive 86/560/CEE, cet assujetti bénéficie d'un remboursement conformément à cette directive. L'article 2, paragraphes 2 et 3, et l'article 4, paragraphe 2, de la directive 86/560/CEE ne s'appliquent pas au remboursement lié aux services couverts par le présent régime particulier.

Un assujetti se prévalant du présent régime particulier qui est tenu de se faire identifier dans un État membre pour les activités non couvertes par le présent régime particulier déduit, dans le cadre de la déclaration de TVA obligatoire prévue à l'article 250, les montants de TVA supportés dans cet État membre qui sont liés à ses activités imposables couvertes par le présent régime particulier."

18) Au titre XII, chapitre 6, l'intitulé de la section 3 est remplacé par le texte suivant:

***"Régime particulier applicable aux ventes à distance intracommunautaires de biens et aux services fournis par des assujettis établis sur le territoire de la Communauté, mais non dans l'État membre de consommation".***

19) L'article 369 *bis* est modifié comme suit:

a) le point 1 *bis*) ci-après est inséré:

"1 *bis*) "ventes à distance intracommunautaires de biens" les ventes de biens expédiés ou transportés par le fournisseur ou pour son compte, ou de biens dans le transport ou l'expédition desquels le fournisseur intervient indirectement, à partir d'un État membre autre que celui d'arrivée de l'expédition ou du transport, dont le lieu de livraison est régi par l'article 33, paragraphe 1;"

b) le point 3) ci-après est ajouté:

"3) "État membre de consommation" l'État membre dans lequel la prestation de services est réputée avoir lieu conformément au titre V, chapitre 3, ou, dans le cas des ventes à distance intracommunautaires de biens, l'État membre d'arrivée de l'expédition ou du transport des biens à destination de l'acquéreur."

20) Les articles 369 *ter* et 369 *quater* sont remplacés par le texte suivant:

*"Article 369 ter*

Les États membres autorisent à se prévaloir du présent régime particulier tout assujetti qui effectue des ventes à distance intracommunautaires de biens et tout assujetti non établi dans l'État membre de consommation qui fournit des services à une personne non assujettie. Le présent régime particulier est applicable à tous les biens et services ainsi fournis dans la Communauté.

*Article 369 quater*

Un assujetti informe l'État membre d'identification du moment où il commence ses activités imposables couvertes par le présent régime particulier, les cesse ou les modifie de telle manière qu'il ne remplit plus les conditions requises pour pouvoir se prévaloir du présent régime particulier. Il communique cette information par voie électronique."

21) L'article 369 *sexies* est modifié comme suit:

a) les termes introductifs sont remplacés par le texte suivant:

"L'État membre d'identification exclut un assujetti du régime particulier dans les cas suivants:";

b) le point a) est remplacé par le texte suivant:

"a) si celui-ci l'informe qu'il n'effectue plus de ventes à distance intracommunautaires de biens ni de prestations de services couvertes par le présent régime particulier;"

22) Les articles 369 *septies* et 369 *octies* sont remplacés par le texte suivant:

*"Article 369 septies*

Pour chaque trimestre civil, l'assujetti se prévalant du présent régime particulier transmet, par voie électronique, une déclaration de TVA à l'État membre d'identification, que des ventes à distance intracommunautaires de biens aient été effectuées ou non ou que des services couverts par le présent régime particulier aient été fournis ou non. La déclaration de TVA est transmise dans les trente jours qui suivent l'expiration de la période imposable visée par cette déclaration.

*Article 369 octies*

1. La déclaration de TVA comporte le numéro d'identification TVA visé à l'article 369 *quinquies* et, pour chaque État membre de consommation dans lequel la TVA est due, la valeur totale, hors TVA, des ventes à distance intracommunautaires de biens et des prestations de services couvertes par le présent régime particulier effectuées pendant la période imposable, ainsi que le montant total de la taxe correspondante ventilé par taux d'imposition. Les taux de TVA applicables et le montant total de la taxe due doivent également figurer sur la déclaration. La déclaration de TVA comprend également des modifications relatives aux périodes imposables écoulées, comme prévu au paragraphe 4 du présent article.
2. Lorsque, dans le cas de ventes à distance intracommunautaires de biens couvertes par le présent régime particulier, les biens sont expédiés ou transportés à partir d'États membres autres que l'État membre d'identification, la déclaration de TVA comporte également la valeur totale de ces ventes pour chaque État membre à partir duquel les biens sont expédiés ou transportés, ainsi que le numéro individuel d'identification TVA ou le numéro d'enregistrement fiscal attribué par chacun de ces États membres. La déclaration de TVA comprend ces informations pour chacun des États membres autres que l'État membre d'identification, ventilée par État membre de consommation.

3. Lorsque l'assujetti fournissant des services couverts par le présent régime particulier dispose d'un ou de plusieurs établissements stables ailleurs que dans l'État membre d'identification à partir desquels les services sont fournis, la déclaration de TVA comporte également la valeur totale de ces prestations de services, ventilée par État membre de consommation, pour chaque État membre dans lequel il dispose d'un établissement, ainsi que le numéro d'identification individuel TVA ou le numéro d'enregistrement fiscal de cet établissement.
4. Lorsqu'il est nécessaire d'apporter des modifications à la déclaration de TVA après la transmission de celle-ci, ces modifications sont incluses dans une déclaration ultérieure, au plus tard dans un délai de trois ans à compter de la date à laquelle la déclaration initiale devait être transmise conformément à l'article 369 *septies*. Cette déclaration de TVA ultérieure précise l'État membre de consommation concerné, la période imposable et le montant de TVA pour lequel des modifications sont nécessaires."

23) À l'article 369 *nonies*, paragraphe 1, deuxième alinéa, la deuxième phrase est remplacée par le texte suivant:

"Si d'autres monnaies ont été utilisées pour la livraison ou la prestation, l'assujetti se prévalant du présent régime particulier applique, pour remplir la déclaration de TVA, le taux de change en vigueur le dernier jour de la période imposable."

24) À l'article 369 *decies*, le premier alinéa est remplacé par le texte suivant:

"L'assujetti se prévalant du présent régime particulier acquitte la TVA, en mentionnant la déclaration de TVA pertinente, au plus tard à l'expiration du délai dans lequel la déclaration doit être transmise."

25) L'article 369 *undecies* est remplacé par le texte suivant:

*"Article 369 undecies*

L'assujetti se prévalant du présent régime particulier ne peut, en ce qui concerne ses activités imposables couvertes par le présent régime particulier, déduire la TVA acquittée dans l'État membre de consommation conformément à l'article 168 de la présente directive. Nonobstant l'article 2, point 1), et l'article 3 de la directive 2008/9/CE, cet assujetti bénéficie à cet égard d'un remboursement conformément à cette directive.

Un assujetti se prévalant du présent régime particulier qui est tenu de se faire identifier dans un État membre pour les activités non couvertes par le présent régime particulier déduit, dans le cadre de la déclaration de TVA obligatoire prévue à l'article 250, les montants de TVA supportés dans cet État membre qui sont liés à ses activités imposables couvertes par le présent régime particulier."

26) À l'article 369 *duodecies*, le paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant:

"1. L'assujetti se prévalant du présent régime particulier tient un registre des opérations couvertes par le présent régime particulier. Ce registre doit être suffisamment détaillé pour permettre à l'administration fiscale de l'État membre de consommation de vérifier l'exactitude de la déclaration de TVA."

27) Au titre XII, chapitre 6, la section 4 ci-après est ajoutée:

**"Section 4**

**Régime particulier applicable aux ventes à distance de biens importés de pays tiers ou de territoires tiers**

*Article 369 terdecies*

Aux fins de la présente section, et sans préjudice d'autres dispositions communautaires, on entend par:

- 1) "ventes à distance de biens importés de territoires tiers ou de pays tiers" les ventes de biens contenus dans des envois d'une valeur intrinsèque ne dépassant pas 150 EUR dont le lieu de livraison est régi par l'article 33, paragraphe 2;
- 2) "assujetti non établi sur le territoire de la Communauté" un assujetti qui n'a pas établi le siège de son activité économique sur le territoire de la Communauté et n'y dispose pas d'un d'établissement stable;
- 3) "intermédiaire" une personne établie sur le territoire de la Communauté désignée par l'assujetti effectuant des ventes à distance de biens importés de territoires tiers ou de pays tiers comme étant le redevable de la TVA et remplissant les obligations prévues par le présent régime particulier au nom et pour le compte de l'assujetti;
- 4) "État membre d'identification"
  - a) lorsque l'assujetti n'est pas établi sur le territoire de la Communauté, l'État membre dans lequel il choisit de s'enregistrer;
  - b) lorsque l'assujetti a établi son activité hors de la Communauté, mais y dispose d'un ou de plusieurs établissements stables, l'État membre avec un établissement stable auquel l'assujetti notifie sa décision de se prévaloir du présent régime particulier;
  - c) lorsque l'assujetti a établi son activité dans un État membre, l'État membre concerné;
  - d) lorsque l'intermédiaire a établi son activité dans un État membre, l'État membre concerné;
  - e) lorsque l'intermédiaire a établi son activité hors de la Communauté, mais y dispose d'un ou de plusieurs établissements stables, l'État membre dans lequel se situe un établissement stable auquel l'intermédiaire notifie sa décision de se prévaloir du présent régime particulier;

- 5) "État membre de consommation" l'État membre d'arrivée de l'expédition ou du transport des biens à destination de l'acquéreur.

*Article 369 quaterdecies*

1. Les États membres autorisent les assujettis ci-après qui effectuent des ventes à distance de biens importés de territoires tiers ou de pays tiers à se prévaloir du présent régime particulier:
- a) tout assujetti établi sur le territoire de la Communauté effectuant des ventes à distance de biens importés de territoires tiers ou de pays tiers;
  - b) tout assujetti établi ou non sur le territoire de la Communauté effectuant des ventes à distance de biens importés de territoires tiers ou de pays tiers et étant représenté par un intermédiaire établi sur le territoire de la Communauté;
  - c) tout assujetti établi sur le territoire d'un pays tiers avec lequel l'Union a conclu un accord en matière d'assistance mutuelle ayant une portée similaire à la directive 2008/55/CE du Conseil\* et au règlement (UE) n° 904/2010 et qui effectue des ventes à distance de biens en provenance de ce pays tiers;
  - d) aucun assujetti ne peut désigner plus d'un intermédiaire en même temps.
- [2. Par dérogation au paragraphe 1, un assujetti réputé être le fournisseur conformément à l'article 14 *bis* est tenu de se prévaloir du présent régime particulier.]
3. La Commission adopte un acte d'exécution établissant la liste des pays tiers visés au paragraphe 1, point c), du présent article. Cet acte d'exécution est adopté en conformité avec la procédure d'examen visée à l'article 5 du règlement (UE) n° 182/2011 et, à cette fin, le comité compétent est le comité institué par l'article 58 du règlement (UE) n° 904/2010.

---

\* Directive 2008/55/CE du Conseil du 26 mai 2008 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives à certaines cotisations, à certains droits, à certaines taxes et autres mesures (JO L 150 du 10.6.2008, p. 28).

### *Article 369 quindecies*

Pour les ventes à distance de biens importés de territoires tiers ou de pays tiers sur lesquelles la TVA est déclarée au titre du présent régime particulier, le fait générateur de la taxe intervient et la taxe devient exigible au moment de la livraison. Les biens sont considérés comme ayant été livrés au moment où le paiement a été accepté.

### *Article 369 sexdecies*

L'assujetti se prévalant du présent régime particulier ou un intermédiaire agissant pour son compte informe l'État membre d'identification du moment où il commence son activité dans le cadre du présent régime particulier, la cesse ou la modifie de telle manière qu'il ne remplit plus les conditions requises pour pouvoir se prévaloir du présent régime particulier. Cette information est communiquée par voie électronique.

### *Article 369 septdecies*

1. Les informations que l'assujetti n'ayant pas recours à un intermédiaire doit fournir à l'État membre d'identification avant de commencer à utiliser le présent régime particulier comportent les éléments d'identification suivants:
  - a) nom;
  - b) adresse postale;
  - c) adresse électronique et sites internet;
  - d) numéro d'identification TVA ou numéro fiscal national.
  
2. Les informations que l'intermédiaire doit fournir à l'État membre d'identification avant de commencer à utiliser le présent régime particulier pour le compte d'un ou de plusieurs assujettis comportent les éléments d'identification suivants:
  - a) nom;
  - b) adresse postale;

- c) adresse électronique et sites internet;
  - d) numéro d'identification TVA;
  - e) une liste des assujettis qu'il représente, accompagnée de leur adresse postale, de leur adresse électronique et de leurs sites internet, de leur numéro d'identification TVA ou de leur numéro fiscal national.
3. Tout assujetti se prévalant du présent régime particulier ou, le cas échéant, son intermédiaire notifie à l'État membre d'identification toute modification concernant les informations fournies.

*Article 369 octodecies*

1. L'État membre d'identification attribue à l'assujetti se prévalant du présent régime particulier un numéro individuel d'identification TVA et informe celui-ci par voie électronique du numéro d'identification qui lui a été attribué.
2. L'État membre d'identification attribue à l'intermédiaire qui agit pour le compte d'un assujetti se prévalant du présent régime particulier un numéro individuel d'identification TVA et informe celui-ci par voie électronique du numéro d'identification qui lui a été attribué. Lorsqu'un intermédiaire agit pour le compte de plusieurs assujettis, ce numéro d'identification s'applique à toutes ses activités liées à tous ces assujettis dans le cadre du présent régime.
3. Le numéro d'identification TVA attribué au titre des paragraphes 1 et 2 n'est utilisé qu'aux fins du présent régime particulier.

*Article 369 novodecies*

1. L'État membre d'identification radie l'assujetti du registre d'identification dans les cas suivants:
  - a) si l'assujetti informe l'État membre d'identification qu'il n'effectue plus de ventes à distance de biens importés de territoires tiers ou de pays tiers;

- b) si l'on peut présumer, par d'autres moyens, que ses activités de vente à distance de biens importés de territoires tiers ou de pays tiers ont pris fin;
  - c) si l'assujetti ne remplit plus les conditions requises pour pouvoir se prévaloir du présent régime particulier;
  - d) si, de manière systématique, il ne se conforme pas aux règles relatives au présent régime particulier.
2. L'État membre d'identification radie l'intermédiaire du registre d'identification dans les cas suivants:
- a) si, pendant une période de deux trimestres civils consécutifs, il n'a pas agi en tant qu'intermédiaire pour le compte d'un assujetti se prévalant du présent régime particulier;
  - b) s'il ne remplit plus les autres conditions nécessaires pour agir en tant qu'intermédiaire;
  - c) si, de manière systématique, il ne se conforme pas aux règles relatives au présent régime particulier.

*Article 369 vicies*

Pour chaque trimestre civil, l'assujetti se prévalant du présent régime particulier ou son intermédiaire transmet, par voie électronique, une déclaration de TVA à l'État membre d'identification, que des ventes à distance de biens importés de territoires tiers ou de pays tiers aient été effectuées ou non. La déclaration de TVA est transmise dans les trente jours qui suivent l'expiration de la période imposable visée par cette déclaration.

Lorsqu'une déclaration de TVA a été transmise conformément aux dispositions du premier alinéa, les États membres n'imposent, aux fins de la TVA, aucune obligation supplémentaire ni autre formalité à l'importation.

*Article 369 unvicies*

1. La déclaration de TVA comporte le numéro d'identification TVA visé à l'article 369 *octodecies* et, pour chaque État membre de consommation dans lequel la TVA est due, la valeur totale, hors TVA, des ventes à distance de biens importés de territoires tiers ou de pays tiers pour lesquelles la taxe est devenue exigible pendant la période imposable et le montant total de la taxe correspondante ventilé par taux d'imposition. Les taux de TVA applicables et le montant total de la taxe due doivent également figurer sur la déclaration.

2. Lorsqu'il est nécessaire d'apporter des modifications à la déclaration de TVA après la transmission de celle-ci, ces modifications sont incluses dans une déclaration ultérieure, au plus tard dans un délai de trois ans à compter de la date à laquelle la déclaration initiale devait être transmise conformément à l'article 369 *vicies*. Cette déclaration de TVA ultérieure précise l'État membre de consommation concerné, la période imposable et le montant de TVA pour lequel des modifications sont nécessaires.
3. Un intermédiaire désigné par plusieurs assujettis se prévalant du présent régime particulier n'est pas tenu de préciser dans la déclaration de TVA les livraisons effectuées par chacun des assujettis pour lesquelles il est redevable du paiement de la taxe.

#### *Article 369 duovicies*

1. La déclaration de TVA est libellée en euros.

Les États membres qui n'ont pas adopté l'euro peuvent demander que la déclaration de TVA soit libellée dans leur monnaie nationale. Si d'autres monnaies ont été utilisées pour la livraison, l'assujetti se prévalant du présent régime particulier ou son intermédiaire applique, pour remplir la déclaration de TVA, le taux de change en vigueur le dernier jour de la période imposable.

2. Le change est effectué par application des taux de change publiés par la Banque centrale européenne pour le jour en question ou, si aucune publication n'a été faite ce jour-là, pour le jour de publication suivant.

#### *Article 369 tervicies*

L'assujetti se prévalant du présent régime particulier ou son intermédiaire acquitte la TVA, en mentionnant la déclaration de TVA pertinente, au plus tard à l'expiration du délai dans lequel la déclaration doit être transmise.

Le paiement est effectué sur un compte bancaire libellé en euros, désigné par l'État membre d'identification. Les États membres qui n'ont pas adopté l'euro peuvent demander que le règlement soit effectué sur un compte bancaire libellé dans leur propre monnaie.

### *Article 369 quatervicies*

L'assujetti se prévalant du présent régime particulier ne peut, en ce qui concerne ses activités imposables couvertes par le présent régime particulier, déduire la TVA acquittée dans l'État membre de consommation conformément à l'article 168 de la présente directive. Nonobstant l'article 1<sup>er</sup>, point 1), de la directive 86/560/CEE et l'article 2, point 1), et l'article 3 de la directive 2008/9/CE, cet assujetti bénéficie à cet égard d'un remboursement conformément à ces directives. L'article 2, paragraphes 2 et 3, et l'article 4, paragraphe 2, de la directive 86/560/CEE ne s'appliquent pas au remboursement lié aux biens couverts par le présent régime particulier.

Un assujetti se prévalant du présent régime particulier qui est tenu de se faire identifier dans un État membre pour les activités non couvertes par le présent régime particulier déduit, dans le cadre de la déclaration de TVA obligatoire prévue à l'article 250, les montants de TVA supportés dans cet État membre qui sont liés à ses activités imposables couvertes par le présent régime particulier.

### *Article 369 quinvicies*

1. L'assujetti se prévalant du présent régime particulier tient un registre des opérations couvertes par le présent régime particulier. Un intermédiaire tient un registre pour chacun des assujettis qu'il représente. Ce registre doit être suffisamment détaillé pour permettre à l'administration fiscale de l'État membre de consommation de vérifier l'exactitude de la déclaration de TVA.
2. Le registre visé au paragraphe 1 doit, sur demande, être mis par voie électronique à la disposition de l'État membre de consommation et de l'État membre d'identification.

Le registre doit être conservé pendant dix ans à compter du 31 décembre de l'année de l'opération."

28) Au titre XII, le chapitre 7 ci-après est ajouté:

*"CHAPITRE 7*

Régime particulier pour la déclaration et le paiement de la TVA à l'importation

*Article 369 sexvicies*

Lorsque, pour l'importation de biens contenus dans des envois d'une valeur intrinsèque ne dépassant pas 150 EUR, le régime particulier prévu au chapitre 6, section 4, n'est pas utilisé, l'État membre d'importation permet à la personne qui présente les marchandises en douane pour le compte de la personne destinataire des biens sur le territoire de la Communauté de se prévaloir du régime particulier pour la déclaration et le paiement de la TVA à l'importation en ce qui concerne des biens expédiés ou transportés à destination de cet État membre.

*Article 369 septvicies*

1. Aux fins du présent régime particulier, les dispositions ci-après s'appliquent:
  - a) la personne à laquelle les biens sont destinés est redevable de la TVA;
  - b) la personne qui présente les biens en douane sur le territoire de la Communauté est chargée de percevoir la TVA auprès de la personne à qui les biens sont destinés et d'effectuer le paiement de cette TVA.
2. Les États membres prévoient que la personne qui présente les biens en douane sur le territoire de la Communauté prend les mesures appropriées afin de s'assurer que la taxe correcte est payée par la personne à laquelle les biens sont destinés.

*Article 369 septvicies bis*

Par dérogation à l'article 94, paragraphe 2, le taux normal de TVA applicable dans l'État membre d'importation est applicable en cas de recours au présent régime particulier.

*Article 369 septvicies ter*

1. Les États membres autorisent la communication par voie électronique, dans une déclaration mensuelle, de la TVA perçue au titre du présent régime particulier. La déclaration indique le montant total de la TVA perçue au cours du mois civil pertinent.
2. Les États membres exigent que la TVA visée au paragraphe 1 soit due au plus tard à la fin du mois suivant celui de l'importation.
3. Les personnes se prévalant du présent régime particulier tiennent un registre des opérations couvertes par le présent régime particulier pendant une durée à déterminer par l'État membre d'importation. Ce registre doit être suffisamment détaillé pour permettre à l'administration fiscale de l'État membre d'importation de vérifier l'exactitude de la TVA déclarée et être mis par voie électronique à la disposition de l'État membre d'importation.

*Article 369 septvicies quater*

1. La contre-valeur en monnaie nationale de l'euro à prendre en considération pour les montants mentionnés à l'article 358, point 3 *bis*), à l'article 369 *terdecies*, point 1), et à l'article 369 *sexvicies* de la directive 2006/112/CE est fixée une fois par an conformément à la directive 2009/132/CE. Les taux à appliquer sont ceux du premier jour ouvrable du mois d'octobre avec effet au 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante.
2. Les États membres peuvent arrondir les montants en monnaie nationale qui résultent de la conversion des montants en euros.
3. Les États membres peuvent maintenir inchangé le montant des exonérations en vigueur lors de l'adaptation annuelle prévue au paragraphe 1 si la conversion des montants des exonérations exprimés en euros aboutissait, avant l'arrondissement prévu au paragraphe 2, à une modification du montant exprimé en monnaie nationale de moins de 5 % ou à un abaissement de ce montant."

### *Article 3*

#### *Modification de la directive 2009/132/CE*

Avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2021, le titre IV de la directive 2009/132/CE est supprimé.

### *Article 4*

1. Les États membres adoptent et publient, au plus tard le 31 décembre 2017, les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à l'article 1<sup>er</sup> de la présente directive. Ils communiquent immédiatement à la Commission le texte de ces dispositions.

Les États membres adoptent et publient, au plus tard le 31 décembre 2020, les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer aux articles 2 et 3 de la présente directive. Ils communiquent immédiatement à la Commission le texte de ces dispositions.

Ils appliquent les dispositions nécessaires pour se conformer à l'article 1<sup>er</sup> de la présente directive à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Ils appliquent les dispositions nécessaires pour se conformer aux articles 2 et 3 de la présente directive à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Lorsque les États membres adoptent ces dispositions, celles-ci contiennent une référence à la présente directive ou sont accompagnées d'une telle référence lors de leur publication officielle. Les modalités de cette référence sont arrêtées par les États membres.

2. Les États membres communiquent à la Commission le texte des dispositions essentielles de droit interne qu'ils adoptent dans le domaine régi par la présente directive.

*Article 5*

*Entrée en vigueur*

La présente directive entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

*Article 6*

*Destinataires*

Les États membres sont destinataires de la présente directive.

Fait à Bruxelles, le

*Par le Conseil*

*Le président*

---

Proposition de

## RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DU CONSEIL

**modifiant le règlement d'exécution (UE) n° 282/2011 portant mesures d'exécution de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée**

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée<sup>9</sup>, et notamment son article 397,

vu la proposition de la Commission européenne,

considérant ce qui suit:

- (1) Le règlement d'exécution (UE) n° 282/2011<sup>10</sup> du Conseil prévoit des dispositions détaillées concernant la présomption relative à la localisation du preneur en vue de déterminer le lieu de prestation des services de télécommunication, des services de radiodiffusion et de télévision ou des services fournis par voie électronique qui sont destinés à des personnes non assujetties.
- (2) Il est ressorti de l'évaluation des exigences relatives à l'application de ces présomptions que pour les assujettis établis dans un État membre et fournissant ce type de services à des personnes non assujetties dans d'autres États membres, l'obtention, dans certaines conditions, de deux éléments de preuve non contradictoires du lieu où le preneur est établi, a son domicile ou a sa résidence habituelle, est extrêmement contraignante.

---

<sup>9</sup> JO L 347 du 11.12.2006, p. 1.

<sup>10</sup> Règlement d'exécution (UE) n° 282/2011 du Conseil du 15 mars 2011 portant mesures d'exécution de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée (JO L 77 du 23.3.2011, p. 1).

- (3) Cette charge est particulièrement lourde pour les petites et moyennes entreprises. L'exigence consistant à obtenir un seul élément de preuve devrait simplifier les obligations qui incombent aux entreprises dont les prestations de services intracommunautaires fournies à des preneurs dans d'autres États membres se situent sous un seuil donné.
- (4) La simplification de l'exigence consistant à prouver le lieu d'établissement du preneur est complémentaire aux modifications introduites par l'article 1<sup>er</sup> de la directive (UE) .../... du Conseil<sup>11</sup> dans les régimes particuliers prévus au titre XII, chapitre 6, de la directive 2006/112/CE et devrait dès lors s'appliquer à compter de la même date.
- (5) Il y a donc lieu de modifier le règlement d'exécution (UE) n° 282/2011 en conséquence,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

*Article premier*

À l'article 24 *ter* du règlement d'exécution (UE) n° 282/2011, les deuxième et troisième alinéas ci-après sont ajoutés:

"Pour les prestations de services relevant du premier alinéa, point d), lorsque la valeur totale de ces prestations, hors TVA, effectuées par un assujetti à partir du siège de son activité économique ou d'un établissement stable situé dans un État membre, ne dépasse pas 100 000 EUR ou sa contre-valeur en monnaie nationale, au cours de l'année civile en cours et de la précédente, il est présumé que le preneur est établi, a son domicile ou a sa résidence habituelle au lieu identifié comme tel par le prestataire sur la base d'un élément de preuve visé à l'article 24 *septies*, points a) à e), fourni par une personne participant à la prestation des services, autre que le prestataire ou le preneur.

Lorsqu'au cours d'une année civile, le seuil prévu au deuxième alinéa a été atteint, ledit alinéa ne s'applique plus à compter de ce moment et jusqu'à ce que les conditions énoncées dans ledit alinéa soient à nouveau remplies.

---

<sup>11</sup> Directive (UE) .../... du Conseil du [...] modifiant la directive 2006/112/CE et la directive 2009/132/CE en ce qui concerne certaines obligations en matière de taxe sur la valeur ajoutée applicables aux prestations de services et aux ventes à distance de biens.

La contre-valeur du montant en monnaie nationale est calculée par application du taux de change publié par la Banque centrale européenne à la date d'adoption du présent règlement."

*Article 2*

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Il est applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le

*Par le Conseil*

*Le président*

---